Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

103-3 | 2015

Les territoires de montagne, fournisseurs mondiaux de ressources

Trajectoires territoriales d'un nouveau centre extractif mondialisé. L'exemple des Andes argentines septentrionales

Marie Forget

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2973>

DOI : 10.4000/rga.2973

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Territorial Trajectories within a New Centre for the Globalised Mining Industry: the Andes of Northern Argentina - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3024> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Marie Forget, « Trajectoires territoriales d'un nouveau centre extractif mondialisé. L'exemple des Andes argentines septentrionales », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-3 | 2015, mis en ligne le 07 janvier 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2973> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.2973>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Trajectoires territoriales d'un nouveau centre extractif mondialisé. L'exemple des Andes argentines septentrionales

Marie Forget

NOTE DE L'AUTEUR

L'auteur tient à remercier les relecteurs anonymes pour la qualité de leurs remarques, constructives, qui ont aidé à l'amélioration de l'article.

- 1 Cœur des empires précolombiens, la Cordillère des Andes a connu des trajectoires d'intégration différenciées dans les pays nés de la partition de l'Empire colonial espagnol. Elle tient une place centrale en Colombie – dont la structure urbaine polycentrique se trouve presque entièrement dans les Andes –, en Equateur et en Bolivie – dont les capitales et les régions métropolitaines se trouvent dans la cordillère –, et au Chili et au Pérou – dont les capitales sont situées à proximité de la côte pacifique mais qui exploitent la cordillère pour ses ressources minérales. En revanche, pour l'Argentine et le Venezuela, les Andes sont une marge territoriale, périphérie de l'espace national ne comptant aucune métropole importante. Toutefois, depuis la fin du XX^e siècle, ces territoires de montagne (re)deviennent centraux du fait de la mise en exploitation à grande échelle de leurs richesses géologiques, remplaçant la Cordillère au cœur des problématiques économiques, politiques et sociales, provinciales et nationales.
- 2 L'Argentine est un des dernier pays à être entré dans la dynamique minière dans les années 1990 grâce à l'instauration d'un cadre législatif spécifique¹ accompagnant les politiques néolibérales préconisées par les grandes instances internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale). Le code minier de 1993 favorise

l'exploitation de matières premières en garantissant des avantages comparatifs aux multinationales et transnationales minières. Les territoires de montagne sont dès lors rapidement identifiés comme des territoires dont la vocation quasi-exclusive serait celle de réservoir de matières premières, profitant d'une demande effrénée en minéraux rendue nécessaire à la bonne marche d'une société de consommation mondialisée alimentant notamment le domaine des nouvelles technologies (informatiques, énergétiques etc.). La division spatiale des activités productives dictée à l'échelle mondiale entre les centres (Etats-Unis, Europe, Est de l'Asie) et les périphéries, est renforcée en Argentine par la structure fédérale du pays. La logique de concurrence territoriale qui s'observe entre les pays d'Amérique du Sud pour capter les investissements directs étrangers est visible à l'échelle nationale, les investissements étrangers permettant de favoriser un développement économique – relatif et à court terme – pour ces régions souvent défavorisées en termes socio-économiques (Osatinky, 2014). En effet, depuis la réforme constitutionnelle de 1994, les États provinciaux sont propriétaires des ressources naturelles du sol et sous-sol de leur territoire, l'État national leur concédant une autonomie totale dans la limite du Code Minier national². Les lois provinciales renforcent – ou diminuent – l'orientation nationale favorable à l'exploitation minière (Boccardi *et al.*, 2008, Denoël *et al.*, 2014). Les provinces négocient directement les concessions avec les acteurs en charge de ces exploitations. Les capacités et le pouvoir de négociation sont donc largement asymétriques, à la faveur des entreprises transnationales et des consortiums internationaux, seuls capables d'apporter un financement à ces « mégaprojets miniers » (Swampa *et al.*, 2011).

- 3 Les populations autochtones des territoires de montagne où se localisent les projets d'exploitation ou d'exploration minières sont souvent vulnérables. Territoires ruraux par excellence, l'activité principale est l'élevage et les communautés locales parviennent difficilement à s'opposer aux grands projets miniers. Il est toutefois important de noter que ces dernières années, les mouvements sociaux locaux acquièrent de plus en plus d'importance, d'autant plus qu'ils se font écho à l'échelle du continent (OCMAL, 2015). Dans les petites et moyennes localités de la cordillère sont apparues une soixantaine d'assemblées autoconvoquées qui perçoivent le déploiement des activités minières comme une menace pour leurs conditions et qualité de vie. A travers ces assemblées et leur mise en réseau, un nouveau paradigme commence à émerger, qui vient remettre en question celui énoncé plus haut, redonnant aux territoires de montagne un rôle plus vaste que celui de simple fournisseur global de matières premières (Comelli, 2010).
- 4 En posant l'hypothèse qu'en Argentine les territoires de la cordillère, périphériques à l'échelle nationale, sont connectés au système monde (Dolfuss, 1984) par le biais des entreprises transnationales, dans quelle mesure l'exploitation sélective des ressources primaires induit des trajectoires territoriales différentes ? Les Andes argentines sont-elles uniquement un fournisseur global ou l'activité minière permet-elle le développement des territoires locaux ? Cet article propose d'interroger dans un premier temps la division spatiale des activités productives, le rôle assigné aux territoires de montagne dans le Nord-Ouest argentin et les configurations territoriales qui en résultent. Dans un second temps seront abordées les trajectoires territoriales de trois provinces à travers l'analyse des jeux d'acteurs et des choix de développement territorial.

Division spatiale des activités productives : la place des territoires de montagne

- 5 Contrairement aux exploitations de minéraux précieux dans les mines coloniales du Pérou, de Bolivie ou encore du Chili, l'Argentine a longtemps délaissé ses marges montagneuses malgré des tentatives d'intégration de l'espace andin dans le territoire national, lors du tracé des frontières nationales entre la Bolivie, le Chili et l'Argentine, puis dans les années 1940. Lors de la première présidence de Julio A. Roca, la signature d'un traité des limites (1899) inclut la Puna orientale au territoire argentin (Territorio Nacional de los Andes) avec pour capitale San Antonio de los Cobres, rare ville minière en territoire argentin. En 1904, le Territoire National des Andes est divisé en quatre départements qui seront incorporés aux provinces existantes dès 1943³ dans le but d'attirer de nouveaux habitants dans ces espaces présentés comme vierges et aux possibilités infinies (Delgado, 2008). Ces tentatives n'aboutissent pas à une réelle intégration de ces territoires de montagne qui restent des régions périphériques, pauvres et peu peuplées. Parallèlement, l'exploitation de la Pampa et son intégration à l'espace national assigne à l'agriculture et à l'élevage un rôle fondamental dans le développement du pays.

Le choix de l'activité minière

- 6 En Argentine l'activité minière s'est fortement développée à partir des années 2000, facilitée par l'instauration de la loi nationale d'investissement minier de 1993. Celle-ci fixe le cadre politique général établissant un régime avantageux aux investissements étrangers⁴, favorisant les exploitations de grande envergure, à ciel ouvert, appelées *megamineria*. Ce type d'exploitation identifie les territoires de montagne comme des réservoirs de matières premières voué à une exploitation intensive. Malgré la jeunesse de cette activité, l'économie et l'identité territoriales antérieures ont du mal à résister, bien que des conflits socio-environnementaux aient fait leur apparition dans tout le continent en réponse à un déploiement exponentiel.
- 7 Les exportations sont passées de 3 milliards de dollars en 2002 à 16 milliards en 2011. Sur la même période, le nombre de projets, inférieur à 20, est monté à plus de 600 (fig. 1). Treize provinces, à différents degrés, possèdent une activité minière, soutenue depuis 2003 par le « Plan minier national » lancé par le gouvernement national dans le but de transformer l'activité minière en moteur et en modèle de croissance économique. Ce cadre juridico-politique, très avantageux, a impulsé une extension du nombre et de la taille des projets miniers (Forget *et al.*, 2014). A l'heure actuelle, l'Argentine a une place confidentielle au sein des pays producteurs de matières premières minières, mais seule 25 % de ses réserves ont été explorées. Les investisseurs y voient un fort potentiel.
- 8 Toutefois, la question de la propriété des ressources naturelles est aujourd'hui au centre d'importants débats et à la racine de nombreux conflits. En effet, la « fédéralisation » des ressources naturelles trouve son origine dans la dernière dictature militaire (1976-1983) et a été largement soutenue par les politiques néolibérales postérieures (1990-2001), lesquelles sont aujourd'hui remises en cause (Nacif, 2012). Entre 2004 – date de mise en œuvre du Plan Minier national et de l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner – et 2007, l'État national se positionne clairement en

faveur du développement de l'activité minière (Comelli *et al.*, 2010), les lois provinciales renforçant ou diminuant cette orientation (Boccardi *et al.*, 2008, Denoël *et al.*, 2014). Dans le cadre du Plan Minier, le gouvernement de Kirchner (2003-2007) élève la politique sectorielle au rang de Secrétariat d'État et dispense les acteurs de l'activité minière de l'obligation de réinvestissement national des devises générées par l'exportation (Decreto N° 753/04). Cette position, réaffirmée par Cristina Fernandez-Kirchner à partir de 2007, est néanmoins modulée car est mise en place une taxe flottante entre 3 et 5 % des exportations – comme pour la production de soja – (Comelli, 2010). L'État tend ainsi à se (re)positionner par rapport aux transnationales à travers un processus de renationalisation d'entreprises étatiques privatisées durant l'époque du néolibéralisme des années 1990 et l'instauration à partir de 2011 d'une série de mesures pour retenir les devises dans le pays (Saguier, 2014).

- 9 Si le modèle « extractiviste » et la re-primarisation de l'économie a, dans ses débuts, été promu par le gouvernement national, il est aujourd'hui principalement porté à l'échelle des États provinciaux. Répondant à un changement du contexte politico-économique à l'échelle de l'Amérique latine avec l'arrivée au pouvoir de gouvernement de gauche dans de nombreux pays, le gouvernement argentin de centre-gauche tente de limiter le pouvoir des transnationales. Les tentatives de réaffirmation de l'État national provoquent beaucoup de polémiques car les compétences de concession reviennent entièrement aux Provinces, malgré les discours sur le bienfondé d'une gestion nationale des ressources naturelles. Ces derniers contestent la « fédéralisation » des ressources arguant qu'elle soutient une logique néolibérale en faveur des transnationales alors que leur nationalisation – comme celle réalisée pour YPF, compagnie pétrolière privatisée dans les années 1990 – permettrait la répartition équitable de la richesse entre toutes les provinces du pays et rééquilibrerait le rapport de force entre acteurs privés et acteurs publics.
- 10 Il est vrai que les investissements productifs dans l'activité minière en Argentine proviennent d'une trentaine de pays mais plus de la moitié sont originaires d'Amérique du Nord⁵. La participation des acteurs publics ou privés locaux n'est pas négligeable (14 %), mais la supériorité quantitative des capitaux investis par le Canada (43 %), l'Australie (13 %) et les États-Unis (8 %) interroge les rapports Nord/Sud, d'autant que les minéraux extraits sont pour la grande majorité destinés à l'exportation (Szablowski, 2007, Alimonda, 2011). L'exploitation et la prospection des gisements d'or (33 %), d'argent (21 %) et de cuivre (19 %) représentent à eux seuls, les trois-quarts des sommes investies dans les projets miniers mais les projets d'exploitation du lithium se développent rapidement.

Fig. 1. Sites miniers du *Noroeste* argentin et sites des études de cas

Marie Forget, 2015

- 11 En 2010, l'activité fournit plus d'un demi-million d'emplois selon les chiffres du Secrétariat à la Mine, mais il convient de noter que ces chiffres contrastent avec ceux publiés par l'INDEC qui donne une moyenne d'un peu moins de 20 000 travailleurs. La manipulation des chiffres est souvent dénoncée par les acteurs de la société civile opposés au développement de cette industrie, montrant que la *megaminería*, est très demandeuse en capitaux mais emploie peu de main-d'œuvre (Colectivo Voces de Alerta, 2011). Ce modèle de développement économique « extractiviste » (Gudynas, 2012) se caractérise par l'exploitation de grandes quantités de ressources naturelles qui s'exportent sous la forme de *commodities*⁶. La division spatiale des activités productives et les réformes néolibérales qui les ont suivies ont placé les territoires des Andes argentines au cœur d'un modèle de développement global qu'organisent les relations politiques et économiques à différentes échelles (Favaro *et al.*, 2010, Ferrer, 2008).

Les traductions spatiales de l' « extractivisme »

- 12 L'Argentine, comme d'autres pays d'Amérique du Sud, a entamé un processus de reprimarisation⁷ de ses exportations en raison de la restructuration productive provoquée par l'orientation néolibérale⁸ de l'économie bien que depuis la première restructuration de la dette extérieure de 2005, les gouvernements Kirchner puis Fernandez réintroduisent une politique explicite de substitution des importations (Paschoa *et al.*, 2010 ; Carcanholo *et al.*, 2014 ; Quenan *et al.*, 2014). Ainsi, depuis 2011, les devises liées à l'exportation des matières premières ne peuvent plus sortir du pays mais doivent y être réinvesties. Le gouvernement actuel de Cristina Kirchner se situe ainsi à l'opposé des politiques néolibérales pratiquées durant les années 1990, mais la santé de

l'économie argentine repose en grande partie sur les prix des matières premières à l'exportation et des transnationales exploitant ces matières premières.

- 13 Secteur d'enclave, l'exploitation des matières premières est déconnectée de la chaîne de valeur domestique mais est en revanche étroitement liée aux marchés globaux. De ce fait, le modèle extractivo-exportateur requalifie les territoires en fonction de leur dotation en matières premières demandées à l'international⁹. Ce modèle a la fragilité de ses bases : la croissance économique engendrée par ces activités est remise en question par l'épuisement des ressources ou les changements de la demande mondiale qui peuvent avoir des effets inverses et entraîner une crise régionale (Velut, 2007). Nommé « *maldesarrollo*¹⁰ » par certains, cette matrice extractive alimente une dynamique de dépossession des richesses territoriales, des biens naturels et peut aller à l'encontre des droits individuels et collectifs des communautés autochtones (Svampa *et al.*, 2014). Les mégaprojets miniers qui naissent avec le soutien de certains gouvernements provinciaux se réalisent sous la forme d'enclaves contrôlées par des capitaux étrangers. Ce système productif se fonde alors sur l'exploitation a-territoriale¹¹ d'une ressource localisée (Antonelli, 2009). Cette a-territorialité des enclaves minières est particulièrement forte dans ce pays pour lequel les infrastructures fonctionnelles de connexion au territoire¹² sont conçues et construites spécifiquement pour ces nouveaux sites extractifs. L'évolution des territoires andins se fait alors sous une forme archipelagique, le fonctionnement des enclaves minières répondant à un système spatial qui s'articule autour des lieux de production et d'exportation, reliés par une voie d'acheminement de la production et partiellement déconnecté du territoire. Le plus souvent, la zone de ressources identifiée, explorée et exploitée par de grands groupes internationaux réunit plusieurs sites de production proches reliés à un axe principal drainant les produits miniers vers les lieux d'exportation. C'est par exemple le cas de l'exploitation des *salars*¹³ de Cauchari et d'Olaroz dans la province de Jujuy par les entreprises Lithium America¹⁴, Minera Exar et Sales de Jujuy¹⁵, qui négocient la réalisation d'infrastructures permettant l'exportation du lithium vers le port d'exportation d'Antofagasta situé au Chili (fig 2).
- 14 Le Chili est le premier producteur mondial de lithium avec 40 % de la production grâce à l'exploitation du Salar d'Atacama¹⁶. Les sociétés chiliennes Sociedad Química y Minera¹⁷ (SQM) et le groupe Lucksic, qui exportent principalement vers la Corée du Sud et la Chine, conditionne leur installation à la présence de voies de transport vers les ports d'exportation du Pacifique. Ces entreprises n'envisagent de concrétiser ces opérations que si la Province parvient à garantir la réactivation du chemin de fer unissant Antofagasta (Chili) à Salta (Argentine) et s'engage à améliorer l'état des routes d'accès pour faciliter l'exportation du minéral vers les marchés asiatiques. De cette façon, la mise en connexion d'infrastructures promeut la conception d'une montagne déconnectée du territoire et réservoir de matières premières à développer. Ces espaces, restés périphériques à l'échelle nationale, deviennent les centres stratégiques de grandes firmes multinationales alors que les territoires locaux et régionaux restent à l'écart de ce développement, étant déconnecté des enclaves productives comme mentionné par Denoël (2014).

Fig 2. Exploitations de lithium dans les *salars* du Nord-ouest argentin

Marie Forget, 2015

- 15 Les mines représentent l'archétype de l'espace fermé, enclaves contrôlées par des capitaux étrangers au sein du territoire national. Comme le montrent les exemples précédents, le système spatial s'articule autour de deux points : les lieux de production et ceux d'exportation, reliés par une voie d'acheminement. La zone de ressources, plus étendue, réunit de nombreux sites de production reliés à un axe principal par une arborescence de voies secondaires qui drainent les minerais vers les lieux de conditionnement et/ou d'exportation. Cette organisation spatiale évoque le retour à un système d'exploitation de type colonial : la forme de l'exploitation des ressources comme l'asymétrie des échanges n'a pas fondamentalement changé¹⁸. Depuis le début du XXI^e siècle, la structuration du territoire argentin et l'accentuation des disparités provinciales portent la marque d'une complémentarité déséquilibrée entre les centres de commandement mondiaux et les espaces sous influence. Les territoires de montagne s'apparenteraient alors à des territoires « segments » dotés d'une compétence « extractiviste » simple destinée à fournir des territoires « modules », des compétences beaucoup plus complexes prenant la forme de pôles de compétitivités¹⁹ ou de clusters²⁰ pour la transformation et la valorisation technologique et industrielle des éléments prélevés en amont (Perrat, 2006). En Argentine, il n'existe à ce jour aucun exemple de la formation de cluster autour des sites miniers ou de la filière minière.
- 16 Ces économies d'enclave accentuent la fragmentation des territoires de montagne dans le sens où les sites d'exploitation sont directement reliés au système-monde alors que les territoires qui les environnent restent ou deviennent des périphéries dominées par ces sites productifs, tout en restant déconnecté des dynamiques de l'État. Une nouvelle géographie basée sur ce type d'économie s'impose et bouleverse, voire déplace, les

communautés locales, annule d'autres circuits productifs et rompt avec l'existence de territoires traditionnellement délimités (Gudynas, 2012).

De la « matière à la « ressource » : processus de qualification des territoires de montagne

- 17 Selon une approche relationnelle, les enjeux de production d'une ressource à partir de matière sont en lien avec les modalités de développement territorial (Blot, 2004). Les conformations spatiales sont produites par les rapports de force où l'État et les Provinces ne sont plus les seuls « agents politiques ». D'autres acteurs non étatiques dont le pouvoir tend à se renforcer apparaissent (firmes multinationales, communautés indigènes, associations de protection de l'environnement etc.). L'appropriation et la gestion de la ressource devient alors une finalité et une lutte de pouvoir souvent asymétrique entre les différents acteurs. La construction de la « ressource », lorsqu'elle se produit sur un territoire où les acteurs de la société civile sont actifs et participent au processus de construction, devient un support de négociation dont l'objectif est de définir un modèle de société et de développement. En Argentine, le retour à l'extractivisme est le vecteur d'une vision éco-efficiente du territoire avec une classification binaire entre les territoires efficaces et ceux pouvant être sacrifiés (Svampa, 2009). Les territoires « sacrificables » ne font pas l'objet d'une production ou d'une occupation suffisamment importantes pour concurrencer l'installation des activités minières. Il apparaît alors que les entreprises choisissent souvent ces zones d'exploitation isolées et/ou appauvries qu'elles pointent comme étant des territoires dénués d'autres intérêts que celui de leurs matières premières. Cette stratégie permet de réduire *de facto* les conflits potentiels liés aux différents usages des moyens de production – tels que l'eau, l'énergie et la propriété foncière²¹ – et d'augmenter leur puissance de négociation. La division internationale des activités minières repose ainsi à la fois sur la disponibilité des matières et sur une forte asymétrie sociale.
- 18 Les territoires de montagne se trouvent, la plupart du temps, dans cette catégorie. Toutefois, depuis une dizaine d'années, des langages de valorisation du territoire apparaissent et se regroupent pour faire face à l'acteur dominant. M. Denoël (2014) proposent 4 approches différentes du territoire : Tout d'abord le territoire peut être promu comme (1) un territoire « originel », celui des communautés indigènes très présentes dans le Nord de la Cordillère (convention 169 de l'OIT²²). Le territoire peut également être construit comme (2) un territoire hérité ce qui lui confère une valeur de legs. Les générations actuelles ont le devoir de transmettre ce territoire aux générations futures en en ayant conservé les caractéristiques principales et la qualité environnementale. Le territoire est aussi façonné comme (3) un territoire choisi, dans lequel les différents acteurs promeuvent une utilisation spécifique des ressources. Enfin, le territoire peut être défini comme (4) un territoire productif qui rentre en compétition avec un projet minier du fait de la dévalorisation des productions alternatives comme par exemple la perte d'accès à des outils de production comme l'accès à l'eau.
- 19 De ces perceptions et ces constructions territoriales dépendent les valeurs attribuées aux matières et la construction de la ressource selon des échelles variables.

Trajectoires territoriales et modèles de développement

- 20 Nous proposons d'aborder ici trois trajectoires provinciales, celles de San Juan, de Catamarca et de Jujuy en nous centrant sur les jeux d'acteurs dans la construction de la ressource engendrant des modèles de développement territorial différenciés, fonction des rapports de force entre les acteurs « traditionnels » (États, Provinces et transnationales) et de l'apparition de mouvements sociaux de contestations. Les figures 3 à 5 montrent les principaux processus menant au développement territorial pour chacune des trois études de cas, décomposant le système d'acteurs et les valeurs accordées à la ressource dans chaque territoire.

Fig 3. Un système dominé par la coalition entre acteurs privés et provinciaux. La mobilisation de la société civile a rapidement été rendue difficile par les autorités (interdiction de manifestation entre autres). Le développement est principalement économique et les investissements sont visibles dans la ville de San Juan avec de grands chantiers publics

Marie Forget, 2015

Les Andes de San Juan : « fournisseur global » pour quel développement local ?

- 21 La province de San Juan est sans doute la province de la Cordillère la plus ouvertement pro-minière. Avec 80 % de territoires de montagne et une superficie de 90 000 km², elle a attiré 42 projets miniers métallifères (fig. 1). Seuls trois de ces projets sont en exploitation pour l'extraction d'or et d'argent, Veladero, Gualcamayo et Casposo²³. La mine de Pascua Lama, projet binational argentin-chilien est en construction et les rapports de faisabilité sont achevés pour les projets Hualilán et Pachón²⁴. Les choix politiques faits par le gouvernement de San Juan en faveur du développement minier favorisent l'appropriation de la ressource comme une finalité. Cette appropriation, facilitée par les mesures législatives présentées en première partie, est principalement le fait des acteurs non étatiques. La valeur dominante qui lui est attribuée est ainsi largement économique²⁵. Les discours autour de la ressource comme un support de négociation semblent absents, ce qui s'explique en partie par la faible mobilisation de la

société civile, suite à l'interdiction de trois consultations publiques à Calingasta, localité proche des mines de Casposo et Veladero (Colectivo Voces de Alerta, 2011).

- 22 Pour tenter de contrer le schéma d'exploitation de la ressource minière qui relèverait alors du principe d'accumulation par dépossession²⁶ (Harvey, 2010), le gouvernement provincial a conçu une structure juridique qui permet de dégager des revenus supplémentaires à ceux prévus par le code minier national²⁷. L'objectif est de générer un développement endogène grâce aux revenus tirés de la taxation des activités minières. Dans une moindre mesure, le gouvernement provincial investit également à travers l'entreprise publique EPSE²⁸ qui s'associe aux projets en négociant une partie des bénéfices en contrepartie de l'octroi des concessions. Les mécanismes de développement sont donc largement dépendants des *royalties* et des dividendes laissés par les acteurs transnationaux autour de ce que certains auteurs appellent le « consensus des *commodities* » (Svampa, 2012).
- 23 L'extension des infrastructures énergétiques peut être prise comme indicateur du développement territorial car elle permet de prendre en compte une multitude d'échelles de développement de celle du logement individuel à celle des « districts miniers ». De plus, les provinces du Nord-Ouest sont les plus mal connectées au Système Interconnecté National (SIN) et les taux de connexion de la population parmi les plus faibles du pays. L'extension des réseaux y est tardive et concorde avec le début de l'activité minière, qui entraîne une hausse de la demande énergétique et absorbe environ 21 % de l'énergie consommée dans la province (AADERA, 2013²⁹). Depuis 2008 et 2010, les mines Gualcamayo et Casposo se sont connectées au SIN grâce à des financements couplés entre la Province, la Nation et les entreprises minières. Ces connexions, si elles permettent une meilleure couverture spatiale du réseau électrique sont aussi très rentables pour les mines. Les mines éloignées du réseau électrique interconnecté sont approvisionnées en gasoil par des convois de camions citernes (photo 1). On compte dix à douze camions par jour vers Veladero³⁰ en provenance de Mendoza situé à plus de 1000 km (YPF, 2013). La mine s'est récemment équipée d'une éolienne de 2MW et l'entreprise Barrick prévoit la construction d'un parc éolien de 18 éoliennes (Barrick Gold, 2013).

Convoi de cinq camions-citernes YPF vers la mine Veladero

Marie Forget, 2015

- 24 Ces collaborations énergétiques, formant partie de la stratégie des transnationales pour se rendre « acceptables » (Deshaies, 2011), ont également un effet d'entraînement. Ainsi la province a appuyé la politique de diversification énergétique et accueille à Cañada Honda le premier parc de génération solaire connecté au SIN, d'une capacité installée de 7 MW. D'autres projets existent pour une capacité installée de 40 MW. Ces initiatives s'insèrent dans un plan provincial qui développe la carte éolienne et solaire dans le but d'identifier et de mesurer ces ressources.

Catamarca, une *megaminería* puissante et un faible développement territorial

- 25 La province de Catamarca est caractérisée par l'ancienneté des investissements miniers, puisque la mine *Bajo la Alumbraera*, construite entre 1995 et 1997 est l'investissement étranger le plus important de l'Argentine à l'époque et elle reste la plus grande mine d'or et de cuivre du pays. L'étape de construction des infrastructures minières est une période d'emploi important (4000 employés), mais temporaire : l'emploi a été divisé par cinq depuis. L'installation de cette entreprise a par ailleurs transformé des petites et moyennes localités en villes fantôme, d'autres ont perdu leur dynamisme économique, d'autres encore ont vu les activités informelles se développer ainsi que les petits commerces précaires et illégaux (Manzanal, 2000). La structure économique traditionnelle fondée sur l'exploitation directe des ressources naturelles dans laquelle le secteur primaire est largement surreprésenté (Machado Araújo, 2009 ; Osatinsky, 2014) et l'activité minière n'ont pas permis de développer de manière importante les secteurs manufacturiers, commerciaux ou de services, qui au contraire

ont régressé entre 1998 et 2002³¹. En effet, les minéraux extraits sont directement exportés par un *mineralducto* long de 314 km jusqu'à Tucumán où le liquide transporté est asséché, puis acheminé par train jusqu'à San Martín au Nord de Rosario, le long du Paraná, et enfin exporté pour le raffinement final. Dans ce trajet, tous les nœuds d'échange appartiennent à l'entreprise et il n'y a aucune articulation avec d'autres activités (Osatinsky, 2014).

- 26 Si l'implantation de l'activité minière n'a pas favorisé le développement des infrastructures énergétiques, elle a réduit l'accessibilité à la ressource énergétique pour les populations locales en augmentant la pression sur la ressource³². Cette concurrence pour la ressource énergétique se traduit par une précarisation de la population : 51 % de la population se trouvant sous le seuil de pauvreté possèdent un logement non pourvu d'une connexion au réseau électrique. Le fait que le gouvernement provincial soit très présent dans l'activité minière (la société provinciale YMAD : Yacimientos Mineros de Agua de Dionisio³³ est en charge de l'exploitation de la mine de Farallón Negro) ne permet pas d'augmenter les retombées territoriales de cette activité.

Fig 4. Cohabitation entre le système d'acteurs étatique et le système « multi-centré » d'acteurs non étatiques dans la province de Catamarca

- 27 En revanche, l'activité minière a engendré de forts mouvements de contestation, qui ont permis de questionner l'appropriation de la ressource (fig 4). Celle-ci est donc à la fois considérée comme un bien à valeur d'usage marchand dont la gestion est une finalité, et comme un bien dont la valeur est également celle du non-usage devenant ainsi un support de négociation pour définir un nouveau modèle de développement fondé sur la ressource comme « bien commun ». L'opposition citoyenne à l'exploitation minière naît en partie des luttes contre la mise en marche de *Bajo la Alumbrera*. En 2000, les protestations dans la localité de Belén et dans celle d'Andalgalá, ont pour fondement le manque de retombées sociales, la pollution par les poussières générées par la mine, la détérioration des maisons affectées par le transit routier en provenance ou à destination de la mine et reprennent un mot d'ordre plus général sur la pollution de l'eau du fait de l'usage de produit toxiques tels que le cyanure (Machado Aráoz, 2009).

Jujuy, vers la construction de ressources territoriales ?

- 28 Pour la province de Jujuy l'activité minière est en cours de construction avec le développement récent de l'activité liée au lithium³⁴. Si l'extraction de lithium est perçue comme un potentiel de développement unique par certains acteurs, les associations de protection de l'environnement et de défense des populations autochtones envisagent cette activité avec plus de réserve. Ces dernières militent en faveur d'un développement endogène des communautés des zones de montagne en améliorant les systèmes productifs locaux traditionnels comme l'agriculture et l'élevage. Par exemple l'association Warmi Sayajsunqo³⁵ promeut l'utilisation des ressources naturelles en faveur du peuple *colla*, par la création de petits systèmes entrepreneuriaux et de l'artisanat traditionnel. Elle défend le droit à la terre des communautés et son utilisation pour les pratiques pastorales allant à l'encontre des pratiques de « *land grabbing* » des entreprises transnationales (Messerli *et al.*, 2014).
- 29 Le rôle des acteurs non gouvernementaux est central et propose une vision alternative du développement qui valorise les ressources en fonction de problématiques locales. Cette vision propose d'aborder les ressources de manière marchande (vente de produits locaux, exploitation agricole de la terre, utilisation de l'énergie solaire) et non marchande, car elle prend en compte les valeurs éthiques et spirituelles dans la construction de la ressource par les communautés andines (Salin, 2007, Aranda, 2012) (fig. 5).

Fig 5. La province de Jujuy possède un tissu d'acteurs non étatiques plus complet et plus complexe que dans les autres provinces étudiées, ce qui amène à appréhender la ressource selon des valeurs différentes, intégrant entre autres, des valeurs non marchandes influençant le développement territorial.

Marie Forget, 2015

- 30 La ressource solaire, abondante dans les territoires de la Cordillère³⁶ est depuis une quinzaine d'année exploité par des systèmes de production électriques décentralisés grâce au programme national PERMER³⁷ mis en œuvre par le gouvernement provincial (photo 2). Ces installations sont une autre manière d'appréhender les ressources des

territoires de montagne pour un développement répondant aux besoins locaux, permet de rendre viable l'accès universel à l'énergie et d'apporter de meilleures conditions sanitaires, éducatives et de communication. Contrairement à la province de San Juan, le développement des infrastructures énergétiques et des solutions locales est donc largement indépendant de la dynamique minière.

Installations photovoltaïque individuelles sur le toit de villages isolés

Marie Forget, 2015

- 31 D'autres initiatives de développement guidées par des associations ont vu le jour : ProYungas, originellement association de protection de l'environnement, a créé la marque *Proyungas* permettant de mettre en valeur les produits locaux à travers des circuits courts. Les initiatives qui, à l'origine avaient principalement pour but de trouver un débouché aux produits de la Cordillère pour éviter l'exode rural, trouvent écho dans le développement d'activités mondialisées comme le tourisme qui se développe dans la Quebrada de Humahuaca³⁸. Pionnière dans le développement de l'« éthnotourisme », en proposant la découverte des cultures locales, associé au tourisme de « nature » fondé sur des paysages à la géologie exceptionnelles (Bernard *et al.*, 2013), la province de Jujuy et les associations soutiennent la construction d'une « ressource territoriale touristique » comme alternative à l'activité minière (Sacareau, 2011). Les ressources culturelles indigènes et les ressources « naturelles » « latentes » ont été révélées tardivement avec son classement en site d'intérêt national en 1993 et surtout son inscription au Patrimoine Culturel et Naturel Mondial de l'UNESCO en 2003. La consultation des populations locales lors de l'inscription à l'UNESCO a montré leur volonté de développer un tourisme intégrant les communautés locales et valorisant leur savoir-faire artisanal, mais la croissance rapide du tourisme se traduit surtout par son appropriation par des acteurs privés qui bouleversent le marché des terres, augmente la pression sur la ressource en eau et organisent une activité dont les locaux sont dépossédés (Dumoulin *et al.*, 2011).

Réflexions finales

- 32 En Argentine, l'activité minière a connu un véritable essor à partir du début du XXI^e siècle. Les territoires de la Cordillère, jusqu'alors considérés comme des territoires de marge, se trouvent placés au centre des stratégies d'entreprises transnationales, directement connectées aux réseaux de la mondialisation. Les relations de pouvoir sont très nettement dissymétriques : l'État national voit dans les entreprises transnationales une source d'investissements directs étrangers importants. A l'échelle locale, la question est souvent délicate pour les communautés locales, qui sont souvent les plus vulnérables, car ce sont elles qui sont principalement impactées négativement. Elles se voient soustraire les terres dont elles ont traditionnellement l'usufruit bien qu'elles n'en possèdent pas les titres de propriété. Leurs prélèvements d'eau, souvent faits sans droit d'eau, sont concurrencés par les pompages, légaux, fait par la mine en amont du système de production. Les mobilisations et les conflits nés du sentiment de dépossession, aux échelles locales et nationales, prennent de l'ampleur. Même si ils ne permettent pas de rétablir une symétrie dans les rapport de force, ils ont permis de promouvoir une autre vision du développement local qui diverge de la logique, souvent prédatrice, promue par les acteurs transnationaux et faiblement régulée par les gouvernements national et provinciaux (Romero *et al.*, 2012). Le développement économique, prospère à court terme condamne le développement territorial sur le long terme ce qui a entraîné la conformation d'un réseau national d'Assemblées autoconvoquées, dont l'objectif est de promouvoir un autre type de développement, en prenant en compte les conditions de vie et la justice socio-environnementale, en ne se fondant plus uniquement sur les indicateurs économiques pour mesurer le développement. Les trajectoires des trois provinces permettent de présenter des impacts territoriaux en fonction des jeux d'acteurs. Dans le cas de San Juan, le développement territorial dans le domaine de l'énergie est relativement positif, l'activité ayant permis de développer un réseau permettant de répondre à la demande et de lancer des chantiers innovants dans le domaine des énergies renouvelables. Dans la province de Catamarca, la forte mobilisation de la société civile a permis de rendre possible la nouvelle prise en compte de valeurs alternatives pour les ressources. Enfin, dans la province de Jujuy, le tissu associatif et l'identité communautaire ont permis d'ouvrir de nouvelles voies de développement, notamment par le biais d'un soutien aux activités traditionnelles et au développement de l'activité touristique. Le tourisme montagnard ne représente pas le modèle dominant de développement des territoires andins, mais ces derniers commencent à prendre de l'importance par l'incorporation de valeurs mondialisées notamment portées à travers la protection environnementale de certains espaces jugés comme remarquables. Le développement alternatif se fonde ainsi sur la mise en tourisme des ressources paysagères, du développement de l'andinisme et des sports de montagne. Les espaces de conservation de la nature et de la biodiversité constituent un autre type d'utilisation de l'espace montagnard, mais restent assez confidentiels. Ces développements répondent donc, eux aussi, à des injonctions des modes de vie et de sensibilité écologique mondialisés.
- 33 Quel que soit le cas, la défense du territoire et l'émergence d'un discours environnemental et identitaire fort, nourrissent le développement d'une valorisation du territoire nouvelle et commune à ces actions d'opposition et croisent des revendications communautaires et indigènes. Ce « tournant économie-territorial »

utilise les notions de « bien commun », de « justice socio-environnementale » et de « bien vivre » (Denöel, 2014). Les mobilisations de la société civile et le renforcement des acteurs non gouvernementaux ont ainsi permis de faire évoluer la perception de la ressource qu'elle soit matière première, paysagère ou culturelle.

- 34 AADERA Asociación de Distribuidores de Energía Eléctrica de la República Argentina, 2013.- Informe Anual 2013, 10 p.
- 35 ALIMONDA H. (dir), 2011.- *La naturaleza colonizada : ecología política y minería en América Latina*, CLASCO Libros, Buenos Aires, Ediciones Ciccus, 331 p.
- 36 ANTONELLI M., 2009.- “Minería transnacional y dispositivos de intervención en la cultura”, in ANTONELLI M., SVAMPA M. (eds.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. Buenos Aires : Editorial Biblos, 2009.
- 37 ARANDA, D., 2012.- “Corte Suprema, minería y pueblos indígenas”, Observatorio de Derechos Humanos de Pueblos Indígenas, 29 de Marzo de 2012. Disponible en odhpi.org/2012/03/corte-suprema-mineria-y-pueblos-indigenas/, (consulté le 28/2/2014).
- 38 BARRICK GOLD, 2013.- « Nueva planta solar en Veladero », *Somos Barrick*, juin 2012, p 40-41, Disponible en ligne : http://biblioteca.barricksudamerica.com/ediciones/somos_barrick/veladero/2012/06/index.html - /40/zoomed, (consulté le 12/08/2013)
- 39 BERNARD N., BOUVET Y. ET DESSE R-P., 2013.- *Géohistoire du tourisme argentin : du XIXe à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 221 p.
- 40 BLOT F., MILIAN J., 2004.- « Ressource », un concept pour l'étude de relations éco-socio-systémiques », *Montagnes Méditerranéennes*, n° 20, n° spécial 10 ans du CERMOSEM, « La notion de ressource territoriale », p. 69-73.
- 41 BOCCARDI F., GOIVANNINI S., ORELLANA M. ET ROCCHIETI D., 2008.- « El suano minero : un analisis de la narrativa utopica del desarrollo », *Perspectivas de la comunicación*, vol 1(1)
- 42 CARRIZO S.C., FORGET M.E., JACINTO G., 2014.- “Redes de energía y cohesión territorial. Conformación de los sistemas de transporte de electricidad y gas en Argentina”, *Revista Transporte y Territorio*, n° 11 Buenos Aires, p. 53 -69
- 43 CARCANHOLO, M.D., SALUDJIAN A., 2014.- « Intégration latino-américaine, dépendance de la Chine et sous-impérialisme brésilien en Amérique latine », *Document de travail, Centre d'Economie de l'Université Paris Nord*, n° 9, 30 p. http://www.univ-paris13.fr/CEPN/IMG/pdf/wp2014_09.pdf, (consulté le 15/01/2015)
- 44 COLECTIVO VOCES DE ALERTA, 2011. - *15 Mitos y Realidades de la minería transnacional en Argentina Guía para a desmontar el imaginario prominero*, 175 p.
- 45 COMELLI M., HADAD M.G., PETZ M.I., 2010.- “Hacia un desarrollo (in)sostenible en América Latina. El caso de la minería a cielo abierto en la Argentina”, *Argumentos Revista de crítica social*, N° 12, p. 133-157, <http://www.ger-gemsa.org.ar/wp-content/imagenes/Comelli-Hadad-y-Petz-Hacia-un-desarrollo-insostenible-en-America-Latina.pdf>, (consulté le 13/06/2015)
- 46 DELER J-P., GODARD H.R., 2007. - « Territoires, sociétés et mondialisation en Amérique andine », in *Transcontinentales*, n° 4, <http://transcontinentales.revues.org/581>, (consulté le 18/11/2014)

- 47 DENOËL M., 2014.- « Perceptions du territoire et megamineria argentine : au croisement du néo-extractivisme et du post-extractivisme », Mémoire de Master 2, M.Guibert (dir), Université Toulouse 2 Le Mirail, 114 p.
- 48 DENOËL M. ET GUIBERT M., 2014.- « Acteurs globalisés et ressources minières localisées : contours et enjeux de la contestation post-extractiviste en Argentine », *Informations et Commentaires*, n° 168, p. 6-15
- 49 DESHAIES, M., 2011.- « Grands projets d'exploitation minière et stratégie des firmes pour se rendre environnementalement acceptables », *L'Espace Politique*, 2011, Disponible en ligne : <http://esacepolitique.revues.org/2113>, (consulté le 17/11/2013)
- 50 DOLLFUS O., 1984.- « Le système monde. Proposition pour une étude de géographie », *Actes du Géopoint. Systèmes et localisations*, Université d'Avignon, p. 231-240
- 51 DELGADO F., 2008.- « La ciudadanía en el sector norte del territorio nacional de los Andes (Susques). Perspectiva indígena, perspectiva estatal, 1900-1905, in Iuorno G. y Crespo E. (coord.) Nuevos Espacios. Nuevos problemas. Los territorios nacionales. Neuquén, Educo Universidad Nacional del Comahue, Universidad Nacional de la Patagonia San Juan Bosco, Cehepyc, Editores, 33 p.
- 52 DUMOULIN KERVAN D. ET VELUT S., 2011.- « Evaluer les modalités émergentes d'un tourisme durable en Amérique latine », in FORGER G. (dir), *Tourisme durable dans les suds*, PIE Peter Lang, p. 223-238
- 53 FAVARO O., IUORNO G., 2010.- « El Estado, la política y los recursos naturales en perspectiva secular. Argentina real e imaginada en los centenarios de mayo », *Realidad Económica*, Iade n° 256, p. 90-116
- 54 FERRER A., 2008.- *La economía argentina. Desde sus orígenes hasta principios del siglo XXI*, Fondo de Cultura Económica, Ciudad de Buenos Aires, 484 p
- 55 FORGET ME, CARRIZO SC, 2014.- « Exploitation minière des Andes en argentine, mutations d'une périphérie nationale. De l'engouement minier au développement territorial », *Revue Informations et Commentaires*, n° 168, p. 31-39 p.
- 56 GUDYNAS E., 2012.- « Estado compensador y nuevos extractivismos : las ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva Sociedad*, n° 237, p. 128-146
- 57 HARVEY D., 2010.- *Le Nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 242 p.
- 58 OCMAL, OBSERVATORIO DE CONFLICTOS MINEROS, 2015.- *Mappa de los conflictos*, , <http://www.conflictosmineros.net> (consulté le 13/06/2015).
- 59 MACHADO ARÁOZ H., 2009.- « Minería transnacional, conflictos socioterritoriales y nuevas dinámicas expropiatorias. El caso de Minera Alumbraera », in SVAMPA M. ET ANTONELLI M. (editoras), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Editorial Biblos Sociedad, Buenos Aires, pp. 205-228.
- 60 MANZANAL M., 2000.- « Neoliberalismo y territorio en la Argentina de fin de siglo », *Economía, Sociedad y Territorio*, vol. II, núm. 7, 433-458 p.
- 61 MESSERLI P., GIGER M., DWYER M., BREU T., ECKERT S., 2014.- « The geography of large-scale land acquisitions : Analysing socio-ecological patterns of target contexts in the global South » *Applied Geography*, vol. 09/2014 ; n° 53, p. 449-459
- 62 MINING PRESS, 2008.- *La línea eléctrica. Energía para todos*. Edición especial Mina Gualcamayo La nueva mina de San Juan, Editorial V&C Visual, 2008, p 19-20

- 63 NACIF F., 2012.- "El litio en Argentina : de insumo estratégico a commodity", *Herramienta*, n° 54, 15 p., <http://www.herramienta.com.ar/revista-herramienta-n-54/el-litio-en-argentina-de-insumo-estrategico-commodity> , (consulté le 13/06/ 2015)
- 64 NRC NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF THE NATIONAL, 2008.- *Minerals, Critical Minerals, and the U.S. Economy. The National*, Academies Press, Washington, D.C. 245 p.
- 65 OSATINSKY, A., 2014.- « Transformaciones económicas y deterioro social en Catamarca entre fines del siglo XIX y el siglo XXI : de la marginalidad a la inserción en el mercado mundial », *III Jornadas Nacionales sobre estudios regionales y mercados de trabajo. Universidad Nacional de Jujuy (Facultad de Cs. Económicas y Unidad de Investigación en Comunicación, Cultura y Sociedad de la Facultad de Humanidades y Cs. Sociales) y Red SIMEL*, San Salvador de Jujuy, 26 p.
- 66 PASCHOA, J. P. P., CARCANHOLO, M. D., 2010.- « Crise Alimentar e Financeira : a lógica especulativa atual do capital fictício " in GAMBINA, J. C. (ED.) *La Crisis Capitalista y sus Alternativas : una mirada desde América Latina y El Caribe*. Buenos Aires : Clacso Libros.
- 67 PERRAT J., 2006.- « Division spatiale du travail et nouvelles organisations productives : des territoires « segments » aux territoires « modules » ? », *Innovations*, Vol 2 no 24, p. 91-114.
- 68 QUENAN C. ET VELUT S. (DIRS.), 2014.- *Les enjeux du développement en Amérique latine. Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques*, Institut des Amériques, Deuxième édition, 362 p.
- 69 RAFFESTIN C., 1980.- *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 247 p.
- 70 ROMERO H., MÉNDEZ M., SMITH P., 2012.- "Mining Development and Environmental Injustice in the Atacama Desert of Northern Chile", *Environmental Justice*, vol. 04/2012 ; N° 5(2), p. 70-76
- 71 SACAREAU I., 2011.- « Lorsque le tourisme renouvelle la ressource » in Antoine JM. et Milian J. (dir.), *La ressource montagne. Entre potentialités et contraintes*, L'Harmattan, pp. 195-211, 2011
- 72 SAGUIER M., 2014.- "Minera transnacional y desarrollo en el kirchnerismo", FLASCO-ISA Joint International Conference. Global and Regional Powers in a Changing World, Buenos Aires, 23-25 juillet 2014, 39 p.
- 73 SALIN E. 2007.- « Les paysages culturels entre tourisme, valorisation patrimoniale et émergence de nouveaux territoires », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 54 -55, pp. 121 - 136.
- 74 SVAMPA M., VIALE E., 2014.- *Maldesarrollo, La Argentina del extractivismo y el despojo*, Ed. Katz, 425 p.
- 75 SVAMPA M., 2012. - "Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en America Latina". *Revista del OSAL, Movimientos socioambientales en America Latina*, 32, p. 15-39.
- 76 SVAMPA M. ET DURAND G., 2011.- « Néo-développementalisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011/3, p. 101-127
- 77 SVAMPA M., L. BOTTARO ET M.S ALVAREZ, 2009.- « La problematicade la mineria metalifera a cielo abierto :modelo de desarrollo, territorio y discursos dominante », in *Mineria transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Biblos, Buenos Aires.

- 78 SZABLOWSKI D., 2007.- *Transnational law and local struggles : mining, communities, and the World Bank*, Oxford, Ed. Hart, 329 p.
- 79 VELUT S., 2007.- *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine : Argentine-Chili*. Habilitation à Diriger des Recherches, Paris : Université Sorbonne Nouvelle- Paris 3, 204 p.
- 80 YPF, 2013.- "Una solución energética para la minería", *Panorama minero*, n° 408, oct 2013, pp 145-146.

NOTES

1. En 1993 est votée la Loi des Investissements Miniers (Ley 24.196 de Inversiones Mineras)
2. Código de Minería de 1980 (Ley 22.259)
3. Jujuy hérite du département de Susques, Salta de ceux de Pastos Grandes et de San Antonio de los Cobres et Catamarca de celui d'Antofagasta de la Sierra
4. Leur garantissant la stabilité fiscale pour 30 ans, des avantages pour l'importation des équipements et le niveau des royalties maximales fixé à 3% de la valeur « boca de mina » des minéraux extraits (minéral extrait, transporté et/ou stocké avant toute transformation. Sa valeur est estimée dans la première étape de sa commercialisation en déduisant les coûts directs ou opératifs pour amener le minéral à cette étape exceptant les coûts inhérents à l'extraction.)
5. Dirección Nacional de Minería de la Secretaría de Minería du Ministerio de Planificación Federal, Inversión Pública y Servicios de la Nación, 2011
6. Matières premières brutes indifférenciées et vendues sans transformation
7. Nous entendons par re-primarisation des exportations, l'augmentation relative des produits primaires dans la structure totale des exportations des économies. Cette structure est présente dans les discussions politiques et l'histoire argentines depuis le XIXe siècle. Le rôle exportateur de l'Argentine lui a été assigné par l'impérialisme et les classes dominantes.
Manuel Belgrano: "Les fruits de la terre n'auraient aucune valeur sans l'industrie » (08/09/1810)
8. Le terme « néolibéralisme » est utilisé dans le texte dans le sens d'une ouverture de l'économie argentine aux capitaux étrangers dans un mouvement de changement du régime passant d'une économie fortement nationalisée à une économie fondée sur des investissements directs étrangers.
9. Dans les années 80, seuls douze composants chimiques différents entraient dans la composition d'une puce électronique, contre plus de 60 composants aujourd'hui pour la fabrication d'une puce haute performance (NRC, 2008). Dans le secteur automobile, les constations sont semblables : la voiture du futur nécessitera un large éventail de composants comme les terres rares pour les aimants dans les moteurs auxiliaires et moteurs d'entraînement.
10. Mauvais développement en français
11. Au sens où les grands projets miniers reproduisent, quelque soient les caractéristiques du territoire, une organisation standardisée de l'exploitation
12. Routes, systèmes énergétiques ou adduction d'eau
13. Un *salar* est un désert de sel. Il s'agit d'un lac plus ou moins temporaire aux rives changeantes dont les sédiments sont essentiellement constitués par des sels et dans lesquels se trouvent des concentrations importantes en lithium.

14. Entreprise canadienne dont les principaux associés sont le sous-traitant automobile Magna et l'entreprise japonaise Mitsubishi
15. Filiale de l'entreprise canadienne Orocobre Limited qui détient 67% de la société, l'entreprise japonaise Toyota détenant 25% et les 8% restant étant détenus par l'entreprise publique provinciale Jujuy Energía y Minería Sociedad del Estado (JEMSE)
16. Le lithium est un minéral, dont les réserves sud-américaines se trouvent réparties dans un « Triangle » entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, qui représentent 70% des réserves mondiales.
17. le plus grand producteur mondial de ce minéral grâce à l'exploitation de gisements localisés dans le nord du Chili, à proximité d'Antofagasta
18. Pour les besoins de la métropole espagnole dès la conquête, puis pour les pays dits « du Nord » après la formation des Etats-nations
19. La combinaison sur un espace géographique donné d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques ou privées, engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs au caractère innovant (Perrat, 2006).
20. L'idée de « cluster » permet de couvrir des réalités différentes pouvant aller d'un véritable système local d'interactions productives à un réseau d'entreprises spatialement étendu ou une simple co-localisation d'acteurs (Perrat, 2006).
21. Les concentrations des minéraux étant assez faibles dans les exploitations à ciel ouvert, les exploitations affectent des superficies importantes. A titre d'exemple, l'entreprise Troy Resources exploitant la mine Casposo a acheté 72 000 ha à des vieilles familles de San Juan en 2001, pour couvrir les zones susceptibles de contenir des gisements exploitables, ce qui pose la question de l'appropriation du capital foncier par des entreprises étrangères.
22. La convention n°169 est un instrument international légalement contraignant ouvert à ratification, qui traite spécifiquement des droits des peuples indigènes et tribaux.
23. Respectivement Barrick Gold et Yamana Gold (Canada) et Troy Ressources (Australie)
24. Respectivement Compañía Minera Colorado S.A (qui se compose de Plata Mining (USA) et de Minera Metatrón (Arg)) et Glencore (canton de Zoug, Suisse)
25. C'est-à-dire tourné vers un usage marchand autour des principes extractifs des matières premières
26. L'accumulation par dépossession définit les politiques capitalistes néolibérales de nombreuses puissances occidentales résultantes de la centralisation de la richesse et du pouvoir aux mains d'un petit nombre qui dépossède la majorité des biens, de la richesse et de la terre communes.
27. Souvent les royalties sont inférieures à 3% car elles sont fixées à partir des négociations entre l'entreprise et les provinces, qui sont généralement moins bien préparées pour les négociations de ce type. Par exemple, pour la mine de Veladero, Barrick Gold n'a reversé que 1,7% en royalties (Colectivo Voces de Alerta, 2011). De plus, la valeur est calculée uniquement sur une déclaration sur l'honneur de l'entreprise, sans qu'aucun audit indépendant ne vienne confirmer ou infirmer les tonnages déclarés.
28. Energía Provincial Sociedad del Estado
29. San Juan consomme annuellement en moyenne, tous types de consommateurs confondus de l'ordre de 2044 GWh en 2013, avec une croissance de 34% en 4 ans (Ministerio de Economía y Finanzas Públicas, 2009; AADERA, 2013)
30. Soit environ 9000 m³ de combustible et 240 000 l de lubrifiant par mois
31. La croissance de 18% de la participation du secteur minier a eu pour corolaire la chute de 10% du secteur industriel et de 7% du secteur tertiaire en général.
32. A titre d'exemple, la mine de Bajo la Alumbrera a consommé en 2003 environ 765 GW alors que la consommation de l'intégralité de la province s'élève à 450 GW (Machado Aráoz, 2009).
33. Avec la participation de la province de Catamarca, l'Université Nationale de Tucumán et l'Etat National depuis 1958 grâce à Abel Peirano de l'Institut de géologie de l'Université de Tucumán

qui découvre le gisement de Farallón Negro. Depuis 2008, 20% des bénéfices de YMAD sont reversées aux universités nationales. Certaines d'entre elles comme Cuyo ou Buenos Aires ont refusé cette subvention car elles refusent de recevoir de l'argent d'une industrie impactant l'environnement et les modes de vie des populations autochtones vivant sur ces nouveaux territoires miniers.

34. L'extraction métallifère est ancienne avec la mine de *Pirquitas* qui commence à fonctionner au début du XXe siècle, mais cette dernière n'a pas engendré de développement territorial, ni le déploiement de l'activité minière.

35. Qui signifie « les femmes persévérantes » en quechua, fondée en 1995 par Rosario Quispe

36. Le climat semi-aride et l'altitude favorisent l'ensoleillement et la quantité de radiation solaire arrivant au sol

37. *Programa de Energías renovables para mercados rurales* (Programme Energies Renouvelables pour les Marchés Ruraux) proposé par le Secrétariat à l'Energie de la Nation

38. Cette vallée, située au Nord Est de la province de Jujuy suit un itinéraire culturel important, le chemin de l'Inca, le long de la spectaculaire vallée du Rio Grande sur 150 kilomètres. Elle offre des indices importants de son utilisation comme grande voie commerciale depuis 10 000 ans.

RÉSUMÉS

L'activité minière en Argentine est devenue très dynamique et essentielle pour l'économie du pays, plaçant la cordillère des Andes, au cœur des problématiques économiques, politiques et sociales, provinciales et nationales. Cet article propose donc d'interroger la division spatiale du travail et le rôle attribué aux territoires andins dans le Nord-ouest de l'Argentine. La spécialisation des territoires de montagne comme des réservoirs de matières premières minières, bien acceptée au début du siècle, est aujourd'hui remise en cause du fait du faible développement territorial qu'elle induit. La re-primarisation des économies latino-américaines semble reproduire des formes d'exploitation coloniale qui interroge les relations Nord-Sud et les modalités de développement de territoires encore largement marginaux, pauvres et peu peuplés. Les trajectoires territoriales de trois provinces – San Juan, Catamarca et Jujuy – permettront d'analyser le rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans la construction de la ressource et des valeurs qui lui sont attribuées. Ces interactions interrogent les modèles de développement des territoires de montagne, qui de « fournisseurs globaux » intègrent progressivement les problématiques de développement territorial à l'échelle locale.

Argentina's mining industry has grown rapidly in recent years, making the sector an essential part of the country's economy and placing the Andes at the heart of numerous economic, political and social issues. The present article examines the spatial distribution of mining activities and the role attributed to the mountains of northwest Argentina. Exploiting these territories as reservoirs of raw materials was uncontroversial at the beginning of the century; however, this approach is now being contested because it leads to little territorial development. Latin America's renewed focus on primary industries, involving the extraction and export of unprocessed natural resources, could be viewed as a step back to colonial-style exploitation. As such, it raises questions about North-South relations and the development of mountain territories, which are often peripheral, poor and sparsely populated. Our research examines the territorial-development trajectories of three provinces – San Juan, Catamarca and Jujuy – and

analyzes how interactions between governmental and non-governmental actors affect a territory's approach to constructing and exploiting its resources. Questions about the way in which these interactions shape the development of mountain territories have led to alternative models that take into account the need for territorial development to be built locally.

INDEX

Keywords : mining, extractivism, territorial development, globalization, environment, Andes, Argentina

Mots-clés : exploitation minière, extractivisme, développement territorial, mondialisation, environnement, Andes, Argentine

AUTEUR

MARIE FORGET

Université de Savoie. Laboratoire EDYTEM - « Environnements, Dynamiques et Territoires de la Montagne ». UMR 5204.